



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

COMMUNE DE CORDON

Projet de régularisation foncière de la route de Pornay-Charbonnière

Enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire.

Le préfet de la Haute-Savoie informe le public qu'il a prescrit sur le territoire de la commune de CORDON la tenue d'une enquête conjointe, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire sur le projet de régularisation foncière de la route de Pornay-Charbonnière.

Cette enquête se déroulera **du mardi 26 avril 2022 au vendredi 13 mai 2022 jusqu'à 12h00.**

M. Pierre GUEGUEN, géomètre principal du cadastre en retraite, a été désigné pour assurer les fonctions de commissaire enquêteur par M. le président du tribunal administratif de Grenoble pour accomplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Il se tiendra à la disposition des personnes intéressées, en mairie de CORDON, les :

- mardi 26 avril 2022, de 9h00 à 11h00,
- mercredi 4 mai 2022, de 9h00 à 11h00,
- vendredi 13 mai 2022, de 10h00 à 12h00 (fin d'enquête),

afin de recevoir leurs observations.

Durant la période fixée ci-dessus, le public pourra consulter le dossier d'enquête en mairie de CORDON aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux au public, et consigner éventuellement ses observations sur le registre commis à cet effet ou les adresser directement, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de CORDON – La Frasse – 3650 route de Cordon – 74700 CORDON, siège de l'enquête.

Le public pourra également adresser ses observations par courrier électronique à l'adresse suivante : thibault.wasiak@cordon.fr ou à partir d'un lien sur le site : www.haute-savoie.gouv.fr.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible, dès publication du présent arrêté et pendant toute la durée de l'enquête, sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie www.haute-savoie.gouv.fr.

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai maximal d'un mois, à compter de la date de clôture de l'enquête, pour émettre ses conclusions.



Une copie de son rapport sera déposée en mairie de CORDON, ainsi qu'à la préfecture de la Haute-Savoie (Direction des relations avec les collectivités locales). La communication de ce rapport pourra être faite à toute personne en présentant la demande à M. le préfet de la Haute-Savoie (DRCL).

En application de l'article R. 311-2 du code de l'expropriation, il est précisé « *que les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes, sont tenues de se faire connaître à l'expropriant dans un délai de un mois (à compter de la date de la dernière des formalités de publicité collective), à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions de l'article L. 311-3, déchues de tous droits à indemnités* ».

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Thomas FAUCONNIER